

## LE RÔLE DES TIC DANS LES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES TUNISIEN ET ÉGYPTIEN : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE

Bader BEN MANSOUR  
Université Laval, Québec

### EL PAPEL DE LAS TIC EN LOS MOVIMIENTOS CONTESTATARIOS TUNECINO Y EGIPCIO: UNA REVISIÓN DE LA LITERATURA

### THE ROLE OF ICTS IN THE TUNISIAN AND EGYPTIAN PROTEST MOVEMENTS: A LITERATURE REVIEW

#### RESUMEN

*Las TIC han acarreado cambios considerables a nivel tanto de los Estados como de sus respectivas poblaciones, estos últimos años. En efecto, el papel que han jugado dichos medios de comunicación en las transformaciones sociales y políticas de algunos países ha sido considerado crucial. Gracias a estas nuevas tecnologías, muchos ciudadanos, organizaciones, sindicatos, etc., han logrado comunicar sus puntos de vista, opiniones y posturas, denunciar las injusticias a las que están sometidos y coordinar sus acciones protestatarias. El presente artículo consiste en una revisión de la literatura sobre el papel determinante que los medios sociales y las nuevas tecnologías han jugado durante los acontecimientos de la Primavera árabe, especialmente en Túnez y Egipto. En él, hemos adoptado una visión bastante crítica. Al principio, haremos una presentación del aspecto comunicacional de los movimientos sociales. Después, analizaremos*

#### ABSTRACT

*ICT has made significant changes at the state and population in recent years. Indeed, the media have played a role considered crucial in the social and political changes in some countries. Citizens, organizations, unions have with these new technologies to communicate, coordinate, mobilize and express their views, opinions, positions and denounce the injustices they face. Our paper presents a literature review on the role of social media during the events of the Arab Spring, especially in Tunisia and Egypt where the use of these new technologies was abundant. A rather critical view was adopted. We begin our article by presenting the communicative aspect of social movements. We will analyze later social movements online, the new forms of activism and see how developed the architecture of the cyber challenge. Then follow the study of Granovetter's model adapted to the events of the Arab spring. Finally, we analyze the*

#### RÉSUMÉ

*Les TIC ont apporté des changements considérables au niveau des États et des populations ces dernières années. En effet, ces moyens de communication ont joué un rôle considéré comme crucial dans les changements sociaux et politiques dans certains pays. Citoyens, organisations, syndicats ont pu grâce à ces nouvelles technologies communiquer, coordonner, mobiliser, exprimer leurs points de vue, leurs opinions, leurs positions et dénoncer des injustices auxquelles ils sont confrontés. Notre article présente une revue de la littérature sur le rôle des médias sociaux durant les événements du printemps arabe, particulièrement en Tunisie et en Égypte où l'usage de ces nouvelles technologies était abondant. Une vision assez critique a été adoptée. Nous commencerons notre article par la présentation l'aspect communicationnel des mouvements sociaux. Nous analyserons par la suite les mouvements sociaux en ligne, les*

los movimientos sociales en línea, las nuevas formas de militancia así como el desarrollo de la arquitectura de la protesta cibernética. A continuación, estudiaremos el modelo de Granovetter adaptado a los acontecimientos de la Primavera árabe. Por último, analizaremos el papel de los medios sociales durante dichos levantamientos y concluiremos nuestro artículo con un análisis bastante crítico de los distintos trabajos realizados sobre el tema en cuestión.

role of social media in the uprisings and finish our article with a rather critical discussion of the various works carried out.

nouvelles formes de militantisme et nous verrons comment se développe l'architecture de la cyber contestation. Suivra ensuite l'étude du modèle de Granovetter adapté aux événements du printemps arabe. Enfin, nous analyserons le rôle des médias sociaux durant ces soulèvements et finirons notre article par une discussion assez critique des différents travaux réalisés.

**KEYWORDS : SOCIAL MOVEMENTS, SOCIAL MEDIA, INTERNET, ARAB SPRING, CYBER ACTIVISM, REVOLUTION, TUNISIA**

**PALABRAS CLAVE: MOVIMIENTOS SOCIALES, MEDIOS SOCIALES, INTERNET, PRIMAVERA ÁRABE, ACTIVISMO CIBERNÉTICO, REVOLUCIÓN, TÚNEZ**

**MOTS CLÉS : MOUVEMENTS SOCIAUX, MÉDIAS SOCIAUX, INTERNET, PRINTEMPS ARABE, CYBER ACTIVISME, RÉVOLUTION, TUNISIE**

## INTRODUCTION

Les événements politiques survenus en 2011 tels que les mouvements protestataires relatifs au printemps arabe, les mouvements des indignés en Europe : Espagne, Grèce, Italie, le mouvement Mondial « Occupy Wall Street » à New York ont marqué la sphère publique mondiale (Proulx, 2013). Ainsi, le domaine de recherche sur les mouvements sociaux –en rapport avec les TIC (Technologies de l'information et de la communication)– a connu un développement remarquable et l'appareil conceptuel s'est considérablement enrichi en offrant une panoplie d'instruments d'analyse des différentes dimensions des mouvements protestataires. L'usage des technologies numériques et du Web participatif à des fins contestataires et de mobilisations sociales a amené certains chercheurs à estimer que les technologies de la communication pourraient avoir un rôle important dans la provocation de changements aussi bien sociaux que politiques (Daghmi, Toumi, Amsider, 2013).

Les mouvements contestataires en Tunisie et en Égypte ont poussé de nombreux observateurs ainsi qu'une grande partie des médias occidentaux à qualifier ces derniers de « Révolution Web 2.0 » et de « Révolution Facebook ». En revanche, plusieurs chercheurs dont (Gonzalez-Quijano 2013 ; Lecompte, 2011 ; Najar, 2013) estiment que les médias sociaux n'ont pas le pouvoir de faire tomber des dictateurs ou de bouleverser des régimes politiques et insistent plutôt sur le rôle de la rue et la réalité de la contestation physique.

## MOUVEMENTS SOCIAUX, COMMUNICATION ET TECHNOLOGIES MÉDIATIQUES

La recherche sur les mouvements sociaux repose sur une approche multidisciplinaire et s'impose depuis plusieurs décennies comme un domaine privilégié des sciences sociales. Néanmoins, des controverses conceptuelles et théoriques existent et le concept même de mouvement social demeure problématique (Tilly 2004 ; Opp, 2009 cité dans Landry 2012 : 155).

Parmi les différentes conceptions de la notion de mouvements sociaux, celle de Landry (2012) a attiré notre attention. Il aborde l'activisme politique et social comme un processus qui repose sur des tâches essentielles : signification, communication et contrainte. Il s'agit d'une analyse qui résume les principales tâches liées aux mouvements sociaux. En effet, la première tâche qui est cognitive renvoie à des processus collectifs d'articulation de cadres d'action collective légitimant des actions de mobilisation sociale et politique. Landry (2012 : 156) soutient que « dans cette perspective les mouvements sociaux sont associées à des manières émergentes de voir, d'être et d'agir dans le monde s'opposant à des conceptions normalisées (institutionnalisées) »

La deuxième tâche associée à la notion de mouvement social est cette idée de propagation et de communication qui s'articule autour de la transmission de valeurs, de principes, d'idées et de visions sociales et politiques au public. Il s'agit d'essayer d'effectuer des changements dans les attitudes et les perceptions des interlocuteurs sociaux et politiques (Landry, 2012). Nous nous intéressons particulièrement à l'aspect communicationnel des mouvements sociaux. En effet, sans la fonction communicationnelle, un mouvement social ne peut ni se propager, ni prendre de l'ampleur, ni même réussir. Le volet communicationnel est abordé par une littérature grandissante sur les mouvements sociaux, les technologies médiatiques et les médias de masse ( Hackett et Carroll, 2006, Hands, 2011 cité dans Landry, 2012 ; Shaw et Stammers, 2005). Ainsi, comme le soutient

Landry (2012), la communication et la lutte sociale sont liées intrinsèquement. Tout conflit social, résistance ou protestation s'organise désormais à travers une médiation technologique. Enfin, la dernière tâche liée à la notion de mouvement social renvoie à un processus d'action politique qui repose sur la contrainte quand il y a résistance. Il s'agit des stratégies, des méthodes et des tactiques employées par les activistes d'un mouvement social afin de déstabiliser l'adversaire et d'obtenir un gain politique. Cela fait référence au concept de « répertoire d'action collective » qui est très développé dans la littérature sur les mouvements sociaux (Landry, 2012).

Il faut dire qu'aujourd'hui le rôle des technologies numériques dans le processus de mobilisation sociale est devenu d'une très grande importance. Ces dernières ont permis d'élargir les répertoires d'action collective, de faciliter la production, la dissémination de valeurs et d'idées articulées collectivement (Shade et Landry 2012, Castells, 2009 cité dans Landry, 2012).

Ainsi, la littérature sur le volet communicationnel des mouvements sociaux a évolué considérablement non seulement avec l'émergence des TIC mais surtout avec les événements politiques du « printemps arabe » où l'usage des nouvelles technologies était abondant. Par « printemps arabe » Kepel (2011) fait référence au théâtre de soulèvements populaires contre des régimes autoritaires dans certains pays arabes. Ces événements ont effectivement offert un terrain d'études propice pour l'analyse des fonctions de mobilisation, de réseautage, de coordination et repenser autrement les actions collectives grâce à de nouveaux outils et de nouvelles ressources. Le débat sur les TIC et leur rôle dans les changements sociopolitiques est devenu le point sur lequel se focalisent la majorité des études portant sur les soulèvements arabes. Ces nouvelles technologies représentent aujourd'hui des composantes essentielles pour la réussite d'un mouvement social.

## MOUVEMENTS SOCIAUX EN LIGNE ET ÉMERGENCE DE NOUVELLES FORMES DE MILITANTISME

Le champ de recherche sur les mouvements sociaux en ligne, le cyberactivisme ainsi que les nouvelles formes d'expression n'a cessé de susciter l'intérêt des chercheurs. Najjar (2013 : 13) estime que la question de l'existence des mouvements sociaux sur les réseaux numériques et du cyberactivisme contestataire est hybride. Elle renvoie à un engagement social qui passe par le virtuel pour agir sur le réel. En effet, ces nouvelles formes contestataires ne sont point en rupture avec les autres modes d'expression publique et citoyenne traditionnelle. Les mouvements sociaux en ligne renforceront en quelque sorte les projets contestataires qui existaient dans le monde réel (Najar, 2013). Ainsi, l'engagement des citoyens est principalement basé sur la production et la dissémination de l'information sous différentes formes : images, vidéos, textes... Dahmen-Jarrin (2013 : 56) parle d'une « arme informationnelle » dont disposent les militants pour rendre visible leur mobilisation. Il s'agit donc d'une nouvelle forme de contestation.

Selon une lecture particulière du militantisme en ligne, Touati (2013 : 174) évoque un « militantisme volatil ». Inspirée des travaux de Ion (2011), il s'agit en fait d'un combat non durable pour une cause. Le militantisme se développe en fonction des besoins du moment et de l'actualité. L'engagement de plusieurs militants ayant participé aux soulèvements arabes n'a duré que quelques semaines en fonction de l'actualité nationale ou ce qui circule sur la toile (Touati, 2013). La plateforme numérique *Facebook* favorise effectivement cette tendance. Parmi les caractéristiques de ce nouveau militantisme en ligne via *Facebook*, l'apparition de regroupements assez hétérogènes –militants ayant des idéologies contradictoires– inexistantes dans le militantisme classique.

Par ailleurs, Proulx et *al* (2008 in Proulx 2013 : 30) se sont intéressés à l'action de ceux qu'ils appellent les « activistes de la technique ». Il s'agit en effet d'un type de militantisme qui fait surgir de nouvelles formes de l'agir politique en le connectant à des usages particuliers des TIC. Dans ce contexte, suite à une étude réalisée en 2011, Goldenberg et Proulx (2011) ont identifié trois principaux axes des pratiques militantes en relation avec les usages des médias et des TIC. Le premier type de militantisme oriente ses actions vers l'objectif d'obtenir un accès élargi des milieux communautaires aux moyens techniques d'information et de communication. Un deuxième type de militantisme fait plus directement usage des TIC et des médias dans la promotion de ses actions. Enfin le troisième type de militantisme met plus l'accent sur la conception du dispositif communicationnel. Ces militants appelés « activistes de la technique » militent pour la mise en disposition des biens communs informationnels et pour un libre accès aux connaissances. Selon Proulx (2013) ces nouvelles formes de contestation, appelées aussi formes de participation médiatique, permettent une certaine reconfiguration de l'agir politique. Elles reposent désormais sur des techniques numériques de communication et particulièrement de médias sociaux et de dispositifs mobiles numériques. La question qui se pose est de savoir sous quelles conditions cette participation médiatique pourra se transformer en engagement sur le plan politique. Dans ce sens, l'adoption de la notion de puissance d'agir citoyenne en se référant au terme « empowerment » a été associée au projet d'une appropriation citoyenne de l'internet. Proulx (2013) soutient qu'il s'agit d'une question fondamentale liée aux soulèvements du printemps arabe. Par le concept de puissance d'agir, il fait allusion à l'affirmation de la vie, à l'affirmation du désir d'exister individuellement et collectivement et surtout de survivre dans un contexte sociopolitique difficile. En effet, il adopte cette situation aux événements du « Réveil arabe » notamment par l'explosion de la parole citoyenne libre qui a été réprimée par les régimes politiques autoritaires. Selon lui, l'appropriation des outils numériques amènerait à la possibilité d'un accroissement de « l'empowerment » c'est-à-dire d'un accroissement de la puissance d'agir pour les citoyens (Proulx, 2013 : 37).

L'analyse de Proulx se limite à expliquer le concept de « puissance d'agir » des citoyens à l'ère numérique. La question que nous nous posons est de savoir comment cette participation médiatique peut-elle se concrétiser ou se transformer en action politique sur le terrain ? Comment passer de l'action sur les réseaux numériques à l'action réelle dans la rue ?

Différents chercheurs ont affirmé qu'un militantisme numérique, à lui seul ne permet pas de faire tomber un régime politique. L'analyse de Proulx s'est limitée au cadre numérique sans s'attarder sur comment cette situation ou ce sentiment de puissance d'agir peut se traduire concrètement sur le terrain. Il soutient simplement que l'appropriation des dispositifs numériques pourrait se traduire par la possibilité d'un accroissement de cette puissance d'agir pour les citoyens.

## ARCHITECTURE D'UNE CYBER CONTESTATION

La cyber contestation a été décrite par Denieuil (2013) comme un modèle d'organisation « participative ». L'organisation se traduit dans ce sens par une hiérarchisation des statuts des différents acteurs.

Dans la lignée des travaux de Charles Tilly (1986) sur les mouvements sociaux, Michel Offerlé (2008, in Boullier 2013) –qui les a revisités pour l'époque contemporaine– a distingué trois répertoires d'action disponibles et utilisés par les mouvements sociaux : le nombre, l'expertise et le scandale. Le nombre est un indicateur de puissance pour les mouvements sociaux. L'expertise fait

référence à la crédibilité du mouvement en récupérant les compétences. Le recours au scandale constitue un des leviers essentiels de la plupart des mouvements sociaux et a été le déclencheur des deux principales révolutions du printemps arabe en Tunisie comme en Égypte (Guidère, 2012 ; Allal, 2012).

D'après la lecture de Boullier (2013), la force des réseaux numériques est de mettre en lumière « un format d'opinion » en faisant émerger un scandale dans l'espace public. En effet, la dénonciation est le premier devoir de tout mouvement social (Boullier, 2013). La protestation se forme en un modèle horizontal de diffusion et le scandale naît de la répétition et de la propagation des émotions grâce à une forme de bouche à oreille à travers les réseaux socionumériques. Nous qualifierons ce fonctionnement ou ce processus communicationnel de communication interpersonnelle puissante à travers les réseaux sociaux.

Les citoyens qui participent à la contestation du terrain ont pu filmer et diffuser au sein de la communauté numérique l'information, qui à son tour s'est chargée de la relayer (Denieuil, 2013 ; Boullier, 2013). Le rôle des plateformes numériques aussi bien *Facebook* que *Twitter* était de transformer cette circulation accélérée du scandale en coordination pour l'action. Les manifestants n'avaient qu'un seul but, un idéal collectif qui se manifeste via une « coordination » plutôt qu'une « organisation » grâce aux réseaux sociaux et ont contribué à créer des liens sociaux dans une action commune (Boullier, 2012 ; Denieuil, 2013). Néanmoins, il reste que l'émotion ou la propagation d'une information qui fait scandale ainsi que la création de liens sociaux numériques ne suffisent certainement pas à générer un mouvement social.

Selon nous, il aurait été plus intéressant de ne pas se limiter à un seul critère (le scandale) comme cela a été fait par Boullier (2012) lors de l'étude sur les mouvements sociaux et principalement en Tunisie. Nous pensons qu'il serait plus pertinent de prendre en considération les trois répertoires d'actions développés par Charles Tilly (1986) aussi bien le scandale que l'expertise et le nombre. Nous expliquons cela par le fait qu'au moment des événements contestataires, les experts (l'élite du pays) ont pris position du côté des manifestants, ce qui a donné plus de crédibilité au mouvement social. À titre d'exemple, les membres de professions intellectuelles comme les avocats, les enseignants, les médecins, ont alimenté les manifestations constituées à l'origine de jeunes des quartiers populaires, souvent diplômés chômeurs (Chouikha et Gobe, 2011). D'autre part, le nombre de manifestants qui est considéré comme un indicateur de puissance dans ce genre de mouvement a augmenté et s'est considérablement enrichi. Il se pourrait que cela soit dû au fait que l'élite du pays joue le rôle de leader d'opinion et qu'il aurait d'une manière ou d'une autre eu une influence sur l'ensemble de la population. Ce qui ferait référence en quelque sorte à la théorie de la communication « à double étages » de Katz et Lazarsfeld (1955).

De plus, analyser ces trois répertoires d'action par ordre chronologique pourrait constituer à notre avis une piste de recherche assez intéressante. Cette suite d'événements successifs allant de la dénonciation d'un scandale, à l'adhésion des experts au mouvement contestataire jusqu'à l'accroissement du nombre de participants pourrait constituer les critères de réussite d'un mouvement social.

## LE MODÈLE DE GRANOVETTER APPLIQUÉ AUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Selon une analyse différente des mouvements sociaux, la décision de participation à une action contestataire dépendrait de l'individu en fonction du comportement des autres. Marc Granovetter (1974) fait partie des chercheurs qui ont contribué à la renaissance de la sociologie économique. En effet, sa vision de la sociologie économique est centrée sur les relations marchandes en les envisageant sous l'angle de l'encastrement social (Steiner, 2001). Ainsi, les travaux de Granovetter (1974) font référence aux modèles traitant de l'action collective qui ont pour but d'expliquer des phénomènes collectifs à partir des comportements individuels caractérisés par un seuil (si une de mes relations participe, alors je participe) et de montrer la sensibilité des résultats à des variations dans la distribution des seuils (Steiner, 2001). Le seuil est défini comme « la proportion d'individus ayant déjà fait le choix d'une action pour que l'individu en question le fasse à son tour » (Granovetter 2000). Ainsi, avant de participer à une action protestataire, l'agent (le participant) dispose d'un seuil, c'est-à-dire un certain niveau de participation qu'il doit voir avant de rejoindre le mouvement. Il faut remarquer que la répartition des seuils est un élément crucial du modèle de Granovetter, car chaque changement du seuil moyen de la population peut conduire à des résultats différents. La variation des normes et préférences au sein du groupe en interaction est le déterminant principal des situations finales. La participation des agents au mouvement va dépendre d'un facteur essentiel qui se résume au fait de savoir combien de leurs pairs participent au mouvement. Le modèle repose beaucoup sur la présence d'instigateurs que nous qualifierons de leaders d'opinion.

Granovetter s'inspire quelque peu de la théorie des jeux dans son modèle. Cependant, le fait que la théorie des jeux suppose que tous les acteurs prennent leur décision de manière simultanée, sans voir ni dépendre de celle prise par les autres joueurs constitue pour lui une grande faiblesse (Granovetter, 2000).

Dans son étude, Robertson (2014) a tenté d'appliquer le modèle de seuil de Granovetter aux soulèvements populaires du printemps arabe. Elle part du fait que dans les mouvements sociaux, les agents sont confrontés à la prise de décision de participer ou non aux protestations. Ces décisions ont des effets collectifs : si assez d'agents rejoignent le mouvement, ce dernier aura plus de chance de réussir. Néanmoins, les coûts et les bénéfices de la participation varient avec le nombre de participants. Les mouvements populaires ont plus de chance de réussir et seront moins risqués pour les participants. Dans cette perspective, elle estime que les manifestations du printemps arabe reflètent cette modélisation particulière des mouvements sociaux et que le rôle des médias sociaux était crucial dans la réussite du mouvement. Ces derniers ont rendu visible l'adhésion de certaines personnes (instigateurs) au mouvement, ce qui a en conséquence encouragé et poussé d'autres citoyens à y adhérer. L'enquête a cherché à montrer que la forme de la distribution de seuil d'une population permet de déterminer le succès ou l'échec d'un mouvement social. Ainsi, le modèle de Granovetter (1974) stipule que le succès ou l'échec d'un mouvement dépend de la présence d'instigateurs. Leur interaction avec la population grâce aux médias sociaux pourrait orienter et déterminer le comportement de masse (Robertson, 2014).

Cependant, confrontées à la réalité, plusieurs limites sont associées au modèle du seuil. En réalité, la distribution des seuils et la participation réelle au sein de la population sont difficiles à estimer et à mesurer. La participation s'élève ainsi à un jeu de supposition des acteurs impliqués. Par conséquent, avec une information imparfaite, voire incertaine, le modèle du seuil devient très

complexe (Robertson, 2014). De plus, le modèle de Granovetter (1974) ne prend pas en compte d'autres facteurs qui peuvent avoir un impact direct sur l'adhésion des citoyens au mouvement. Ce qui constitue à notre avis une faiblesse majeure. Les facteurs sociaux tels que la classe sociale, la région géographique, la pauvreté, le chômage... sont totalement négligés par ces modèles alors que plusieurs chercheurs estiment que ces facteurs ont été les causes principales de la participation aux mouvements protestataires (Chouikha et Gobe, 2011). Le modèle de Granovetter (1974) se limite à un seul critère, celui de voir la participation des pairs avant de décider de rejoindre un mouvement contestataire.

Par ailleurs, est-il judicieux d'analyser les événements du printemps arabe à l'aide de ces modèles ? Donneraient-ils des résultats crédibles ?

Il faut remarquer que ces modèles ont été développés dans des démocraties établies, or, les adapter à des pays gouvernés par des régimes autoritaires pourrait être incohérent. En effet, un mouvement social dans un processus révolutionnaire où l'objectif était de faire tomber tout un régime politique -particulièrement en Tunisie et en Égypte - est différent d'un mouvement social dans un pays stable et démocratique où les manifestations sont généralement autorisées et contrôlées. Les différences peuvent se résumer par la dangerosité de la situation, par les différences dans les revendications, mais aussi dans les libertés individuelles, les droits, la participation citoyenne...dans ces pays.

D'autre part, la logique de fonctionnement rationnel avancée par les modèles économiques à savoir le calcul coût-avantage que fait l'individu avant de participer à une action contestataire pourrait ne pas être approprié à une certaine catégorie de manifestants issus des régions défavorisées de l'intérieur du pays. En effet, cela s'explique par le fait que durant les soulèvements en Tunisie, les manifestants de ces régions avaient perdu tout espoir en raison de la pauvreté, du chômage et de l'injustice sociale... La participation aux protestations sociales restait leur seule alternative pour espérer un changement de situation (Allal, 2012 ; Chouikha et Gobe 2011). De ce fait, l'engagement de ces participants aux manifestations ne pourrait être que profitable.

## RÔLES DES MÉDIAS SOCIAUX DANS LES MOUVEMENTS TUNISIENS ET ÉGYPTIENS

Suite aux soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte et dans d'autres pays arabes, plusieurs chercheurs se sont intéressés au rôle de l'internet et des médias sociaux dans leur contribution aux changements politiques dans les régimes autoritaires. Ces régimes qui découragent la participation individuelle, qui contrôlent l'infrastructure communicationnelle de sorte qu'il devient très difficile pour les citoyens de coordonner de façon collective ou d'exprimer leur mécontentement dans la sphère publique (Tufecki et Wilson, 2012). L'étude de Tufecki et Wilson (2012) a analysé l'utilisation des médias sociaux par les participants aux manifestations de la place Tahrir en Égypte à travers des enquêtes de terrains menées à la fin du mois de janvier et février 2011. Selon les résultats de l'étude, environ 82% des manifestants ont utilisé les téléphones portables pour communiquer sur les manifestations et 52% disposaient d'un compte *Facebook* dont ils avaient fait usage pour communiquer sur le mouvement. *Twitter* a été utilisé par 16% des répondants et 13% ont communiqué sur les manifestations (Tufecki et Wilson, 2012). Un point important a retenu notre attention dans les résultats de cette étude : le fait que près de la moitié de l'échantillon a déclaré avoir entendu parler des manifestations de la place Tahrir grâce à *Facebook* et à *Twitter* à travers une communication interpersonnelle numérique. Cela démontre que la communication



interpersonnelle a joué un rôle important dans la mobilisation informationnelle.

Une étude axée principalement sur le cas de la Tunisie et de l'Égypte<sup>1</sup> comprend la création d'une base de données de l'information recueillie à partir des plateformes *Facebook*, *Twitter* et *YouTube* durant les révolutions. L'analyse de millions de « Tweet », de gigaoctets de vidéos sur *YouTube* et des milliers de blogs a permis aux chercheurs de constater que les médias sociaux ont été une des causes principales du printemps arabe, car ils étaient utilisés par un groupe démographique qui a joué un rôle central dans la révolution (jeunesse urbaine relativement bien éduquée) (Gonzalez-Quijano, 2012 : 93). De plus, lors des événements contestataires, les effets mobilisateurs des médias sociaux ont fait que le mouvement révolutionnaire se répande rapidement suscitant la participation et le soutien d'un grand nombre de citoyens (Harvey, 2013).

Ils ont également contribué à l'organisation du mouvement, permettant aux citoyens de se réunir, de discuter, de coordonner, de se mobiliser et surtout d'encourager l'engagement des citoyens (Harvey, 2013 ; Howard & Hussain, 2013 ; Tufecki & Wilson, 2012 ; Zayani, 2015). La nature participative et décentralisée des médias sociaux a permis aux internautes de créer et de partager du contenu et de s'impliquer davantage dans le mouvement. L'internaute est devenu contributeur actif. La plateforme *Facebook* s'est distinguée particulièrement en Tunisie comme un espace d'engagement offrant une sphère plus libre et plus dynamique favorisant l'interaction sociale (Tudoroiu, 2014 ; Zayani, 2015). De plus, les médias sociaux ont également joué un rôle crucial dans l'élaboration des débats politiques. Il a été démontré aussi que les conversations révolutionnaires en ligne ont souvent précédé de grands événements sur le terrain (dans la rue). Enfin, les médias sociaux ont facilité la propagation des idées démocratiques à travers les frontières internationales (Howard & al 2011). Suite à ces résultats qui démontrent l'appartenance des chercheurs à une approche optimiste vis-à-vis de l'internet et des médias sociaux, nous pensons que la question fondamentale de la « fracture numérique » doit être soulignée. Il existe d'importantes disparités régionales en termes d'accès et d'utilisation d'internet en Tunisie et l'origine de la révolution tunisienne se situe dans les régions défavorisées de l'intérieur du pays privés des réseaux internet (Ayari et Geisser, 2011 ; Lecompte, 2011 ; Allal, 2012). De ce fait, nous pensons qu'il serait préférable de prendre en considération cette fracture numérique et relativiser la place de ces nouvelles technologies et leur impact sur ces soulèvements arabes, car les contestations ont bien commencé dans les milieux ruraux où l'accès à internet était limité.

## DISCUSSIONS

Les études réalisées sur le rôle de l'internet et des médias sociaux durant les événements du printemps arabe restent en majorité « modérées » quant au rôle de ces derniers dans la réussite du mouvement. Trois fonctions principales des médias sociaux en rapport avec les soulèvements arabes ont été identifiées par les cyber-optimistes : la mobilisation, la coordination et la documentation. Ils ont tendance à qualifier les révolutions du printemps arabe de « révolution Web 2.0 » (Gonzalez-Quijano, 2012 : 102). Certains vont même jusqu'à affirmer que lors de ces manifestations, « *Facebook* a servi à planifier les manifestations, *Tweeter* pour les coordonner et *YouTube* pour le dire au monde » (Howard, 2011 in Gonzalez-Quijano, 2012). Effectivement, certains chercheurs et observateurs des médias adhèrent à un certain déterminisme technique qui aurait tendance à assimiler le rôle des médias sociaux à un vecteur de la révolution citoyenne de 2011 ce qui va dans le sens d'une sous-estimation totale de la révolte populaire sur le terrain et dans la rue. De ce fait, des controverses existent entre le technique et le sociopolitique, entre une mobilisation informelle

1- « Ouvrir des régimes fermés : quel a été le rôle des médias sociaux durant le printemps arabe ? » Étude réalisée en 2011 sous la direction de Philip N. Howard, par Aiden Duffy ; Deen Freelon ; Muzammil Hussain ; Will Mari ; Marwa Mazaid (2011).

en ligne (cyber activisme) et une contestation physique dans la rue. Nous pensons qu'il serait préférable aujourd'hui de ne pas s'en tenir à une forme de déterminisme technique dans l'analyse du rôle de l'internet et des médias sociaux dans les mouvements contestataires du printemps arabe. Il est nécessaire de reconnaître le rôle joué par les médias sociaux sans pour autant négliger les conditions sociopolitiques et les complexités liées aux libertés individuelles qui ont poussé les citoyens à descendre dans les rues. Il faut rappeler par ailleurs que les processus révolutionnaires aussi bien tunisiens qu'égyptiens sont la manifestation d'un désir de participation citoyenne, d'une exigence de justice sociale, d'une répartition juste des richesses et d'une conception de liberté, de dignité et de démocratie. Ainsi, il serait injuste de sous-estimer certains facteurs comme les luttes sociales et les luttes ouvrières opérées depuis des années, une jeunesse désespérée, parfois même très instruite, une situation de chômage, de pauvreté et de marginalisation des citoyens (Daghmi, Toumi ; Amsidder, 2013 : 16 ; Granjon, 2013 : 250). Par conséquent, considérer les mouvements contestataires du printemps arabe comme l'apanage des seuls cyber activistes serait un cyber optimisme abusif, car la contestation a bien été portée par une mobilisation citoyenne avec un rôle déterminant de la société civile et des syndicats. Certes, les médias sociaux sont considérés comme un facteur important du dispositif révolutionnaire –notamment à travers la mobilisation informelle en ligne– néanmoins, il faut reconnaître qu'ils ne constituent qu'une variable parmi d'autres qui a fait que ce mouvement réussisse. De ce fait, nous partageons les propos de Granjon (2013 : 250) qui estime que reconnaître les potentialités des TIC ne doit pas conduire à en faire les causes ou les ressources exclusives de l'action contestataire.

D'un autre côté, nous remarquons que dans les différentes études réalisées sur les mouvements du printemps arabe, l'accent a été mis majoritairement sur le rôle des médias sociaux. Or, plusieurs autres facteurs technologiques ont contribué à la réussite de ce mouvement social. En effet, quelques chercheurs dont (Howard, 2010 ; Lynch 2006 in Tufekci et Wilson, 2012) se sont intéressés au rôle des chaînes de télévision par satellite dont Al-JAZIRA (chaîne d'information) qui a contribué à la formation d'un nouveau type de sphère publique dans le monde arabe. Étant donné que les médias nationaux étaient sous contrôle de l'État, les opposants politiques avaient le droit à la parole pour exprimer leurs points de vue et s'adresser aux citoyens.

Par ailleurs, il faut dire qu'internet n'a pas servi uniquement aux mouvements protestataires comme le prétendent les cyber-optimistes. internet a été utilisé également pour surveiller, censurer et contrôler les activités des internautes dans les régimes autoritaires. Il a servi d'une certaine manière à renforcer ces régimes durant des années (Morozov, 2011 in Durampart, 2013). De ce fait, prétendre que l'internet reflète un espace d'expression, de liberté, de démocratie ferait référence à un optimisme que nous qualifierons d'excessif. De plus, comme le soutient Gonzalez-Quijano (2012 : 131) l'anonymat dans certaines plateformes telle que *Facebook* n'est pas garanti. En effet, les risques pour les cyber activistes de voir leurs données récupérées par les services de sécurité étaient très grands lors des événements contestataires arabes.

Par ailleurs, bien que l'internet ait souvent été utilisé à des fins protestataires, une autre face existe et se résume à l'usage de l'internet pour supporter les régimes autoritaires dictatoriaux. En effet, les régimes ont aussi profité des réseaux sociaux pour faire leur propagande politique. Cela a été le cas selon Granjon (2013) lors de la campagne présidentielle de 2009 du président Ben Ali en Tunisie, où l'armée numérique du parti au pouvoir le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) lui a rassemblé 104 000 fans sur la principale page *Facebook* de soutien à sa candidature. Les partisans des régimes en place ont aussi le pouvoir grâce à internet de mobiliser les foules pour contrer et dénigrer les mouvements contestataires.

D'autre part, lors des événements du printemps arabe, les médias sociaux ont été utilisés pour propager des rumeurs et des informations erronées dans le but de semer la peur, la panique, l'angoisse et pour décourager les citoyens de rejoindre les manifestations populaires. Certaines rumeurs ont même été reprises par les médias internationaux sans vérification vu la rapidité des événements (Ben Saad-Dusseaut, 2013 : 193). De plus, de nouvelles pratiques sont apparues comme les messages haineux, les appels et les incitations à la violence de la part de certains groupes extrémistes via les réseaux sociaux.

## CONCLUSION

La plupart des recherches sur les mouvements sociaux et l'action collective ont été réalisées dans les pays démocratiques, relativement stables (Tufecki et Wilson, 2012) et une grande partie des débats sur le rôle de l'internet dans le changement politique a été axée sur ces démocraties occidentales. Il serait donc intéressant aujourd'hui et suite aux événements du printemps arabe de développer de nouveaux cadres théoriques et conceptuels sur le rôle des médias sociaux dans les pays en voie de démocratisation.

Aujourd'hui les analyses sur les mouvements sociaux –notamment ceux du printemps arabe– se sont focalisées essentiellement sur le rôle des TIC. Optimistes et pessimistes défendent des positions opposées quant au rôle joué par ces nouvelles technologies dans les mouvements sociaux et particulièrement dans leur analyse sur le printemps arabe. Nous pensons qu'il serait préférable de dépasser ce clivage optimisme/pessimisme et s'ouvrir à d'autres questions.

Comment cette cyber contestation a-t-elle été conduite par une communication interpersonnelle, non hiérarchisée, sans leaders et constituée essentiellement de jeunes relativement éduqués ? De plus, la question principale qui pourrait présenter une piste de recherche pertinente à notre avis est de savoir comment un militantisme sur les réseaux sociaux peut devenir un moyen permettant de déboucher sur des actions concrètes sur le terrain ?

Autrement dit, il nous paraît important de souligner et de mettre l'accent sur la puissance de la communication interpersonnelle à travers les médias sociaux durant les mouvements contestataires. En effet, les études réalisées sur les événements du printemps arabe ont mis en évidence un nouveau mécanisme de communication qui s'articule autour d'une communication numérique interpersonnelle à travers non seulement les plateformes numériques *Facebook* et *Twitter*, mais aussi grâce aux téléphones portables connectés à internet et à ses plateformes. Ces téléphones ont été utilisés comme moyens de coordination des actions collectives (Tufecki et Wilson, 2012).

Enfin, après avoir déterminé le rôle joué par internet lors des révolutions du printemps arabe, quel a été le rôle d'internet dans la transition démocratique ?

Il ne suffit pas de faire tomber un régime autoritaire pour accomplir une révolution démocratique : il faut encore bâtir un régime qui puisse instaurer une démocratie résistante. Aujourd'hui, une question fondamentale se pose dans ces pays en voie de démocratisation: quel rôle pourraient jouer internet et les médias sociaux dans le développement de la démocratie ?

## Bibliographie

Amin Allal, « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », *Revue française de science politique*, (Vol. 62) 5, 2012, pp. 821-841.

Michael Bechir Ayari & Vincent Geisser, *Renaissances arabes: 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2011.

Fatma Ben Saad-Dussaut, « La consommation des réseaux numérique en Tunisie : un usage socioculturel dans un pays en mutation » In Fathallah Daghami, Toumi, Farid et Amsider, Abderrahmane, (dir.), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2013, pp. 165-181.

Dominique Boullier, « Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective » In *Mouvements sociaux en ligne face aux mutations socio politiques et au processus de transition démocratique*, Éditions Karthala, Paris, 2013, pp. 37-50.

Larbi Chouikha, et Éric Gobe, « La force de la désobéissance: retour sur la chute du régime de Ben Ali », *Revue Tiers Monde*, (5), 2011, pp. 219-226.

Zouha Dahmen-Jarrin, « TIC et mobilisation sociale, l'ambivalence des nouveaux dispositifs » In Fathallah Daghami, Toumi, Farid et Amsider, Abderrahmane, (dir.), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2013, pp. 53-67.

Fathallah Daghami, Toumi, Farid et Amsider, Abderrahmane, *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2013.

Julien Denieul, « Le cyberactivisme au prisme des outils numériques de communication : usages lors de la révolte tunisienne », In Sihem Najjar, (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Éditions Karthala et IRMC, France, 2013, pp. 107-121.

Michel Durampart, « L'expression des cybercitoyens entre continuité et ruptures face à une sociabilité quotidienne » In Sihem Najjar, (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Éditions KARTHALA et IRMC. France, 2013, pp. 217-226.

Mathilde Gauvain, Fiche de lecture de l'ouvrage « Le marché autrement ». Sociologie économique de Granovetter Mark, 2000, agrégation des sciences économiques et sociales. ENS-LSH Lyon, 2004. Consulté en ligne le 20 juillet. Lien : [[http://socio.ens-lyon.fr/agregation/.../reseaux\\_fiches\\_granovetter\\_2000.doc](http://socio.ens-lyon.fr/agregation/.../reseaux_fiches_granovetter_2000.doc)].

Anne Goldenberg et Serge Proulx, « L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication » *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1, 2011, pp. 99-120.

Yves Gonzalez-Quijano, *Arabité numérique, le printemps du Web arabe*, Éditions Sindbad, Paris, 2012.

Mathieu Guidère, « Histoire immédiate du « printemps arabe », *Le Débat* 1, n° 168, 2012, p. 129-145.

Fabien Granjon, « Des mobilisations informationnelles du Web participatif aux mobilisations pour l'action dans les rues » In Sihem Najar, (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Éditions KARTHALA et IRMC, Paris, 2013, p. 245-258.

Mark Granovetter, *Getting a Job. A Study on Contacts and Career*, The University of Chicago Press, Chicago, 1995.

Kerric Harvey, *Encyclopedia of social media and politics*, Sage Publications, Californie, 2013.

Liesbeth Hermans and Maurice Vergeer, "Personalization in e-campaigning: A cross-national comparison of personalization strategies used on candidate websites of 17 countries in EP elections 2009", *New media & society*, 15(1), 2012, pp. 72-92.

Philip. N Howard, Aiden Duffy, Freelon, Deen., Hussain, Muzammil, Mari, Will et Mazaid, Marwa, "Opening closed regimes: what was the role of social media during the Arab Spring?", *Project on Information Technology and Political Islam*, University of Washington, Seattle, 2011.

Philip. N Howard and Muzammil M. Hussain, *Democracy's fourth wave?: digital media and the Arab Spring*, Oxford University Press, New York, 2013.

Elihu Katz & Paul Lazarsfeld, *Personal Influence, The part played by people in the flow of mass communications*, Transaction Publishers, California, 1955.

Gilles Kepel, *Passion arabe: journal*, 2011-2013, Éditions Gallimard, Paris, 2013.

Normand Landry, « Les mouvements sociaux, les technologies médiatiques et le pouvoir » In Serge Proulx, Mélanie Millette, et Lorna Heaton, (dir.), *Médias sociaux enjeux pour la communication*, presses de l'université de Québec, Québec, 2012, pp. 153-170.

Romain Lecomte, "Révolution tunisienne et Internet: le rôle des médias sociaux", *L'Année du Maghreb VII*, 2011, pp. 389-418.

Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, quatrième édition, Éditions La Découverte, Paris, 2005.

Sihem Najar, *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Éditions KARTHALA et IRMC, Paris, 2013.

Serge Proulx, « La puissance d'agir des citoyens à l'ère numérique : cyberactivisme et nouvelles formes d'expression politique en ligne » In Najar, Sihem, (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Éditions KARTHALA et IRMC, Paris, 2013, pp. 29-40.

Emily Robertson, « Kickstarting Memes and Movements : A Distribution-Based Threshold Model », présentation faite au SantaFe Institute, le 15 août 2014, dans le cadre du programme de résidence. Accessible en ligne : <file:///Users/chdes26/Downloads/emilyREU%20Article.pdf>, consulté le 9 septembre 2015.

Philippe Steiner, « Granovetter Mark, Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie », *Revue française de sociologie*, 42-2, 2001, pp. 381-383.

Zeineb Touati, Internet, « Facebook et l'émergence de nouvelles formes d'engagement en Tunisie » In Daghmi, Fathallah, Toumi, Farid et Amsider, Abderrahmane, (dir.), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*. Éditions L'Harmattan, Paris, 2013, pp. 165-181.

Theodor Tudoroiu, "Social media and revolutionary waves: The case of the Arab spring." *New Political Science* 36.3, 2014, p. 346-365.

Zeynep Tufekci et Wilson Christopher, « Social Media and the Decision to Participate in Political Protest: Observations From Tahrir Square », *Journal of Communication* 62, 2012, p. 363-379.

Zayani, Mohamed, *Networked Publics and Digital Contention: The Politics of Everyday Life in Tunisia*, Oxford University Press, New York, 2015.